

# En Grèce, la lutte contre la droite dans une conjoncture difficile

vendredi 14 mai 2021, par [NTAVANELLOS \(DAVANELLOS\) Antonis](#) (Date de rédaction antérieure : 12 mai 2021).

**Le 1<sup>er</sup> Mai de cette année 2021 a été l'occasion de mettre en relief les défis et les menaces auxquels la classe laborieuse grecque s'affronte. Le 1<sup>er</sup> mai a coïncidé avec la Pâque grecque-orthodoxe. Ce fait, combiné aux obstacles du confinement et à la peur suscitée par la pandémie de covid qui sévit toujours dans le pays, a rendu plus difficile une participation massive.**

Sommaire

- [Contradictions et menaces](#)
- [L'évolution des formations](#)

La Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE), la principale confédération syndicale du secteur privé, est dominée par une alliance de sociaux-libéraux (le secteur le plus à droite des reliquats du PASOK social-démocrate) et de syndicalistes du parti de droite (Nouvelle Démocratie). La Confédération s'est alignée sur les politiques gouvernementales et les mémorandums d'austérité, ce qui a conduit à un effondrement total de sa crédibilité et du nombre de ses membres. Comme le note le Parti communiste dans les documents qu'il a publiés avant son congrès, le taux de syndicalisation dans le secteur privé s'est effondré pour atteindre des records historiques en termes de membres. Cette année, la GSEE a appelé à une « grève » virtuelle de la Fête du travail, le 4 mai (pendant les vacances de Pâques), au cours de laquelle elle n'a même pas osé organiser un rassemblement public.

Face à cette dégénérescence de la GSEE, la situation est meilleure dans la principale organisation syndicale des travailleurs du secteur public (ADEDY). Le taux de syndicalisation dans le secteur public (qui comprend les secteurs cruciaux de la santé et de l'éducation) reste assez élevé, ce qui a obligé l'ADEDY à adopter une position plus militante et indépendante vis-à-vis des politiques gouvernementales.

L'ADEDY ainsi que certains syndicats locaux du secteur privé qui se sont différenciés de la GSEE (dont le puissant Centre des travailleurs d'Athènes-EKA qui regroupe des syndicats du Grand-Athènes) ont décidé de célébrer la Fête du travail en déclarant une grève effective le 6 mai et en appelant à des rassemblements à Athènes, à Thessalonique et dans certaines grandes villes de Grèce.



Le gros des participants à la mobilisation était en fait les gens de gauche : les membres du Parti communiste, les forces de la gauche radicale et anticapitaliste et (pour la première fois depuis longtemps) une partie de SYRIZA.

Pour ceux qui peuvent encore se projeter au-delà des problèmes de la pandémie et des difficultés objectives existantes pour une mobilisation massive, le nombre de manifestants était plus important que prévu. Il s'agissait d'une démonstration de forces capables de soutenir et d'organiser une résistance plus large. Cette participation est le résultat d'une prise de conscience croissante des dangers auxquels notre classe est confrontée dans la période à venir.

Le gouvernement de Kyriakos Mitsotakis - leader du courant ultra néolibéral qui domine aujourd'hui la Nouvelle Démocratie, le parti traditionnel de la droite - prépare une grande contre-réforme des rapports de travail, qui menace de balayer les conquêtes qui ont été gagnées par les grandes luttes ouvrières pendant la « Metapolitefsi », c'est-à-dire les années militantes après la chute de la dictature militaire en 1974.

Le projet de loi rédigé par Kostis Hadjidakis (le ministre du Travail et des Affaires sociales, membre de Nouvelle Démocratie) abolit la journée de travail de 8 heures tout en permettant aux employeurs de refuser le paiement des heures supplémentaires. Il institutionnalise les « contrats individuels » entre le travailleur et le patron, annulant essentiellement l'effet des conventions collectives. Il rend plus difficile de déclarer une grève sur tous les lieux de travail et en particulier dans le secteur public (hôpitaux, écoles, transports, etc.), où il institue la clause de « responsabilité sociale » qui implique un service minimum (une obligation de travailler) jusqu'à 40% des salarié·e·s suivant les secteurs, comme la santé par exemple. Il permet aussi les licenciements massifs, en exonérant les employeurs de toute obligation et responsabilité.

Il s'agit d'une menace majeure dans le domaine des rapports de travail, c'est-à-dire la situation concrète à laquelle la classe ouvrière fera face dans sa vie et pour ses luttes immédiates.

De nombreux aspects de ces changements réactionnaires, à un certain niveau, ont déjà été promus dans la pratique. C'est le résultat des trois mémorandums - les accords brutaux signés par les capitalistes grecs, l'UE et le FMI - pendant la dernière crise. Et malheureusement, cela inclut les décisions du gouvernement SYRIZA. Lorsque Alexis Tsipras a cédé le pouvoir gouvernemental à Mitsotakis en 2019, le salaire moyen réel d'un travailleur avait été réduit de 30% par rapport à 2009 ; le travail précaire était endémique (en 2016 et 2017, sous le gouvernement SYRIZA, les emplois « temporaires » sont devenus pour la première fois une majorité des nouveaux emplois créés pendant cette période), tandis que le chômage était de nouveau en hausse. Aujourd'hui, le chômage officiel avoisine les 19%, tandis que les syndicats estiment que le chômage réel dépasse les 25% de la population active et est encore plus élevé chez les jeunes.

Mitsotakis prend appui sur cette situation antérieure à son arrivée au pouvoir. Il profite de la pandémie comme d'une opportunité. Il utilise les responsabilités de Tsipras pour discréditer toute notion de résistance de gauche et de la classe ouvrière, afin d'imposer un tournant réactionnaire généralisé, une refonte défavorable des rapports de forces entre le capital et le travail en Grèce. Mais il fait face non seulement aux mobilisations que le peuple de gauche peut construire (comme cela a été prouvé dans le passé), mais aussi aux importants problèmes et menaces auxquels est confrontée la classe dirigeante.

## **Contradictions et menaces**

Il semble qu'un vent d'optimisme souffle sur le monde du capital. « C'est le moment ! » est le slogan

qui domine les publications grand public. Cet optimisme – pas si fondé que cela – repose sur l'hypothèse d'un « décollage » imminent de l'économie et sur l'anticipation de l'arrivée des fonds européens de soutien financier. Comme on peut le voir dans la presse, les principaux acteurs de la classe dirigeante sont engagés dans une orgie de « projets d'investissement » pour saisir les opportunités.

Mais la réalité est bien plus complexe que cela. Les fonds européens versés au cours de l'année 2021 s'élèveront à 4 milliards d'euros. Ce montant, qui sera dirigé uniquement vers le soutien aux grandes entreprises dynamiques (énergie, télécommunications, numérisation, grands travaux, etc.), est important. Mais il doit être mis en regard avec d'autres dimensions. Par exemple, dans le tourisme – qui, avec le transport maritime, est la « locomotive » de l'économie grecque – le scénario le plus optimiste prévoit que les revenus de cette année représenteront environ 40% des revenus de 2019. Et ce sera le cas si la pandémie est maîtrisée avant le début de l'été, ce que les épidémiologistes jugent peu probable...

Quant aux chances d'un « décollage » de la croissance économique, rappelons que selon les prévisions précédentes, ce phénomène devrait déjà être en cours aujourd'hui – et non pas seulement proclamé. Au lieu de cela, toutes les données semblent plus sombres.

La récession de 2020 s'est avérée plus profonde que prévu (plus de 10%), tandis que la Banque de Grèce abaisse ses estimations pour la croissance en 2021 à 3,1%, contrairement aux 4,6% prévus dans le budget annuel du gouvernement.

Dans les débats publics sur l'économie, les analystes reconnus ont tendance à occulter la question de la dette. Aujourd'hui, après dix ans d'austérité extrême motivé par l'exigence de son remboursement, la dette publique est passée à 341 milliards d'euros, soit 205% du PIB ! A cela s'ajoute la dette privée, qui n'est pas négligeable : elle s'élève globalement à plus de 242 milliards d'euros, mais ce sont surtout les entreprises (les ménages dans une moindre mesure) qui doivent des arriérés d'impôts et des cotisations aux caisses de sécurité sociale qui s'élèvent à 145 milliards d'euros. La Grèce reste un pays surendetté.

Evangelos Venizelos – l'un des représentants les plus sophistiqués de la classe dirigeante sur le plan politique, ancien dirigeant du PASOK qui a codirigé le gouvernement avec l'ancien dirigeant d'extrême droite de Nouvelle Démocratie Antonis Samaras, pendant le second mémorandum – a résumé les tâches à venir comme suit : « Nous devons nous préparer aux nouvelles inégalités au sein de l'UE, à une nouvelle négociation du cadre budgétaire et surtout à la restructuration post-pandémique de l'économie grecque, avec des entreprises en faillite et des emplois perdus. » Ce réalisme cynique est plus proche de la réalité que le climat d'optimisme insouciant transmis par Mitsotakis et les médias dominants.

Les perspectives financières et les inégalités sociales explosives qui remonteront à la surface après le confinement seront des facteurs cruciaux pour les développements à venir, mais ce ne seront pas les seuls. La confrontation géopolitique avec la Turquie a été un élément central au cours des dernières années. Dans ce contexte, le gouvernement Mitsotakis (qui, en théorie, ne jure que par une stratégie de « petit État ») a mis en œuvre un programme d'armement ambitieux et coûteux (achat d'armes américaines et françaises), un renforcement important du militarisme dans de nombreux domaines de la vie sociale et politique, et un renforcement encore plus important de l'« alliance stratégique » du pays avec les États-Unis.

Le renforcement du potentiel militaire de l'État grec et la diplomatie agressive qui visait à transformer la crise des relations américano-turques et euro-turques en un « avantage grec » étaient liés à la fameuse stratégie des hydrocarbures. Il s'agissait de l'espoir qu'une extraction potentielle

de gaz naturel des profondeurs de la Méditerranée orientale et un investissement multinational majeur pour la création du gazoduc « East Med » transformeraient la Grèce en une « plaque tournante énergétique » reliant l'est à l'UE, un « El Dorado » des temps modernes pour le capitalisme grec.

Entre-temps, cette stratégie extractiviste a été remise en question. Les grandes transnationales se « retirent » des droits de recherche-extraction-vente qu'elles revendiquaient et obtenaient auparavant (comme le français Total et l'italien Eni dans les « champs » maritimes et terrestres de la Grèce occidentale). Les gouvernements d'Israël, d'Égypte et de Grèce font « fuiter » presque officiellement dans la presse qu'ils sont à la recherche d'autres alternatives moins coûteuses et plus réalistes au projet pharaonique initial de « East Med ».

Cet ajustement forcé au réalisme financier, imposé par les « marchés » internationaux, se combine avec les dilemmes diplomatiques provoqués par la poussée de la Turquie vers le « dialogue » placé sous les auspices internationaux. Le gouvernement est confronté à des décisions stratégiques. Doit-il accepter maintenant une possibilité d'enregistrer des bénéfices par le biais de négociations qui aboutiront finalement à la Cour internationale de justice de La Haye, ou doit-il poursuivre une politique de rejet affirmé des prétentions turques, à la poursuite d'une victoire claire contre la Turquie en Méditerranée orientale, en comptant sur le soutien des États-Unis et de l'UE ?

Ce dilemme dessine des lignes de division. Les « sages prudents » de l'ensemble du spectre politique soutiennent l'appel à la Cour internationale, estimant qu'un compromis positif avec la Turquie serait une solution positive pour le capitalisme grec. Mais ce n'est pas une voie facile politiquement, car des décennies de rhétorique nationaliste ont créé des attentes maximalistes dans l'opinion publique. Deux anciens dirigeants de Nouvelle Démocratie, Antonis Samaras et Kostas Karamanlis, qui avaient l'habitude de rester « silencieux » lorsqu'il s'agissait de commenter Mitsotakis, ont déjà fait des déclarations sévères avertissant qu'ils ne sont pas prêts à tolérer « des compromis sur des questions ayant trait aux intérêts de la nation ». L'histoire politique grecque prouve que la question clivante de l'antagonisme gréco-turc peut provoquer de puissants séismes politiques, jetant dans la crise des gouvernements qui semblaient autrement solides.

## **L'évolution des formations politiques**

C'est dans ce contexte que se jouent les développements politiques potentiels et la dynamique des partis, du moins tels que les sondages d'opinion la présentent.

Le parti Nouvelle Démocratie conserve l'initiative politique et le contrôle de la situation. Mais son potentiel est affaibli par rapport à il y a un an. La gestion de la pandémie, et en particulier le refus catégorique de soutenir le service de santé public en termes de personnel et d'équipement, a provoqué des déchirements et des pertes de soutien. Si une élection anticipée avait lieu, aujourd'hui, Nouvelle Démocratie arriverait en tête, mais il n'aurait probablement pas assez de sièges pour former un gouvernement à lui seul. Cela pourrait ouvrir une période de crise politique, une « italianisation » de la vie politique en quête de larges alliances gouvernementales ou même de gouvernements technocratiques (le directeur social-libéral de la Banque de Grèce, Giannis Stournaras, ne cache pas sa volonté de devenir un Mario Draghi grec, si nécessaire).

Le choix du premier ministre Mitsotakis d'éviter une élection – pour l'instant – et d'afficher une attitude de « fuite en avant » en matière d'économie et d'imposition de contre-réformes néolibérales consiste à profiter de la distribution des fonds européens, à tirer le meilleur parti des faiblesses politiques de SYRIZA, et à remodeler le courant politique dominant (en attirant les forces du « centre » libéral et une partie des sociaux-démocrates « dégénérés »). Cela dans le but de

renouveler l'hégémonie de son parti et l'hégémonie de sa fraction au sein du parti.

Tout cela se mesurera à sa capacité à imposer les deux grandes contre-réformes qu'il avait promises : la refonte du droit du travail et la privatisation de la sécurité sociale. Une capacité placée sous une condition : que les pertes en vies humaines dues à la pandémie soient contenues à des niveaux « politiquement gérables ». En ce sens, les prochains mois seront cruciaux pour façonner les rapports de forces sociaux et politiques en Grèce.

Il convient de noter que dans ce contexte où le gouvernement est affaibli, SYRIZA ne parvient pas à renforcer son audience et sa base. Dans tous les sondages d'opinion, la différence dans les intentions de vote entre Nouvelle Démocratie et SYRIZA reste à deux chiffres. D'un côté, cela constitue une arme politique dans l'arsenal de Mitsotakis. Mais cela sert aussi d'obstacle au groupe dirigeant autour d'Alexis Tsipras pour finaliser la mutation de SYRIZA en une « Alliance progressiste » insipide qui cherche à revenir au gouvernement, en plaçant aux premières loges les sociaux-démocrates qui ont déjà rejoint le parti d'Alexis Tsipras. Le sentiment ambiant qu'une deuxième défaite politique successive face à un rival politique aussi détesté que Mitsotakis est possible pèse de tout son poids dans les débats internes du parti, qui est engagé dans une longue période de pré-congrès (la question de la date du 3<sup>e</sup> congrès étant toujours ouverte).

Dans ces débats, deux questions centrales ont émergé. Tout d'abord, la question de la restauration d'une certaine « confiance » dans la politique du parti. L'expérience traumatisante de 2015 n'a pas disparu de la mémoire des membres. L'incapacité de SYRIZA à fournir une autocritique un peu convaincante et une explication de son recul lors de la « première fois » - c'est-à-dire suite au référendum victorieux du 5 juillet 2015 -, une explication qui pourrait persuader que cela ne se reproduira pas « la deuxième fois », sert d'obstacle aux efforts de Tsipras pour construire un courant politique un peu concret et efficace opposé à Mitsotakis.

Ensuite, la définition de la politique du parti comme effectivement ancrée dans une « cause » stratégique, dans un « récit » de gauche qui se présente comme un projet alternatif de changement dans la société grecque. La direction du parti fournit de facto une réponse politiquement inconsistante - tant en paroles qu'en pratique. Un jour, elle dénonce le néolibéralisme et le lendemain, elle vote au parlement en faveur d'une privatisation emblématique - celle qui cède de manière scandaleuse une grande partie de la côte sud de la région de l'Attique (Elliniko) aux mains d'une puissante famille de banquiers et d'armateurs, la famille Latsis [qui brille à Genève et à l'École polytechnique de Lausanne avec sa fondation]. Un jour, elle demande le renforcement du service public de santé et le lendemain, elle vote en faveur de l'achat d'avions de guerre français Rafale. En fin de compte, cette tactique ne produit pas un résultat « attrape-tout », comme cela arrivait aux partis sociaux-démocrates par le passé. Au contraire, SYRIZA accumule les pertes, aussi bien à gauche qu'à droite. Le chantage électoral - le sentiment urgent de la nécessité de rassembler les forces dans le rejet de Mitsotakis - est toujours possible pour maintenir un soutien important en termes de votes en faveur de SYRIZA. Mais il est déjà évident que la politique d'Alexis Tsipras ne constitue pas une défense fiable pour la population laborieuse contre les attaques de la droite.

Au sein du Parti communiste, il y a eu quelques développements notables. Le Comité central est en train de réviser certaines orientations idéologiques, principalement par rapport à l'histoire du mouvement, en adaptant certaines positions qui sont en rupture avec la tradition stalinienne. Parallèlement, dans certains secteurs et domaines, les forces du PC sont plus « ouvertes », du moins temporairement, à la perspective de l'unité d'action. Mais les documents du comité central en vue du 21<sup>e</sup> Congrès du parti ne laissent aucune place à l'optimisme : ils préviennent que les « conquêtes positives au profit de la classe ouvrière » sont impossibles aujourd'hui, qu'elles pourront être revendiquées si et quand une « situation révolutionnaire » apparaîtra, quand la question du « pouvoir ouvrier » pourra être posée. En conséquence, les tâches du parti sont de « faire preuve de

résilience » et de « maintenir ses forces », même si cela signifie rejeter les demandes d'une partie de la classe laborieuse d'améliorer sa situation ici et maintenant comme des « pressions petites-bourgeoises ». Un tel cadre « stratégique » indique que le Parti communiste limite ses ambitions à la reproduction d'un soutien électoral autour de 5-7% et qu'il est déterminé à maintenir ses membres en dehors des « aventures » consistant à essayer de lutter contre l'agression capitaliste ici et maintenant.

A la gauche de SYRIZA et du PC, des forces notables existent encore. Pendant la pandémie, dans les luttes dans les hôpitaux, dans les écoles et les universités, parmi les jeunes, les forces de la gauche radicale et anticapitaliste ont joué un rôle effectif. Mais elles restent éparpillées et blessées par la défaite de 2015. Leur croissance politique et programmatique peut être renforcée lorsqu'elles sont « en mouvement », c'est-à-dire au cours de la tentative d'organiser la résistance sociale contre les politiques gouvernementales. C'est seulement à cette condition cet « espace » politique pourrait récupérer de nouveau le droit d'intervenir effectivement sur la politique nationale (et lors des élections).

Les mois à venir en Grèce seront une période loin d'être calme. La loi sur le travail, la privatisation de la sécurité sociale, la répression dans les universités vont se heurter à une résistance. C'est, entre autres, là que se jouent l'avenir de Mitsotakis et le cours des développements futurs. Les forces de gauche, qui sont apparues renforcées lors du 1<sup>er</sup> Mai de cette année, avaient réussi à organiser la résistance dans le passé. Cette fois, elles seront testées dans des conditions plus difficiles. Les changements défavorables dans la vie et les emplois des travailleurs rendent plus difficiles les perspectives de soulèvements spontanés. Ce recul doit être compensé par les efforts sérieux et systématiques des forces organisées de la gauche. C'est dans cet effort que tout sera jugé, que nous serons tous jugés.

**Antonis Ntavanellos**

---

**P.-S.**

• Texte reçu le 12 mai 2021 ; traduction rédaction A l'Encontre publiée le 13 mai 2021 :  
<https://alencontre.org/europe/grece/grece-la-lutte-contre-la-droite-dans-une-conjoncture-difficile.htm>  
1